

Questions au PMLQ de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA)

Dans le cadre des élections québécoises 2026, la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA) vous invite à répondre aux questions en gras.

1. Dépistage du VIH, VHC et autres ITSS

Que va faire votre parti pour améliorer l'accès au dépistage du VIH, du VHC et des ITSS au Québec?

Réponse du PMLQ :

Le PMLQ est contre les mesures d'austérité et contre la privatisation de la santé à tous les niveaux. Il lutte pour des investissements massifs en santé, en éducation et les services sociaux pour le financement des services dont le peuple a besoin pour son bien-être dans tous les domaines, à la hauteur de ses besoins, dont ceux concernant l'accès au dépistage du VIH, du VHC et des ITSS. C'est le peuple qui devrait gérer son argent dans les coffres de l'État. Nous nous opposons à ce que l'argent du peuple soit utilisé et détourné dans des stratagèmes pour payer les riches, pour la destruction sociale et naturelle au service d'intérêts privés étroits que ce soit en éducation, en santé, dans les programmes sociaux et autres secteurs de l'économie, y inclus où nos pensions sont investies.

L'expertise nécessaire pour améliorer l'accès au dépistage du VIH, du VHC et des ITSS existe. Les demandes du COCQ-SIDA sont basées sur cette expertise. Le problème n'est pas là. Les organismes communautaires, les travailleurs et travailleuses de la santé et les personnes directement concernées par ces enjeux sont aux premières lignes. Ils/elles possèdent une vaste expérience et une connaissance approfondie des besoins.

Lorsque les entreprises privées réclament des fonds publics sous forme d'allégements fiscaux, de subventions et d'infrastructures, des millions et des milliards de dollars sont accordés. Mais lorsque les services de santé et les organismes communautaires ont besoin d'un financement essentiel, on nous dit que les budgets sont serrés et qu'il faut faire plus avec moins.

Le PMLQ s'oppose à la privatisation qui transforme les soins de santé de toutes sortes pour des intérêts privés afin de servir la production d'armements, entre autres. Aujourd'hui le système de santé est détruit, de même qu'en éducation et dans les services sociaux alors que la richesse sociale créée par les travailleurs est détournée pour fournir de la main-d'oeuvre et des fonds d'investissement pour les intérêts privés. Ceci est possible grâce à un système politique qui porte des partis au pouvoir, pas le peuple. Nous nous y opposons fermement et proposons le renouvellement du système politique de façon que le peuple puisse prendre les décisions sur les affaires qui le concernent, pas des partis politiques sur lesquels il n'exerce aucun contrôle.

Le programme du PMLQ, avant, pendant et après ces élections, appelle à arrêter de payer les riches - augmenter l'investissement dans les programmes sociaux, et à donner le pouvoir au peuple. Cela signifie changer qui décide de l'utilisation des ressources de la société et à quelles priorités ces ressources doivent servir. C'est le peuple qui doit décider.

Dans de telles conditions, le peuple, avec les organismes communautaires et les travailleurs et travailleuses de la santé, peuvent proposer et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour améliorer l'accès au dépistage du VIH, du VHC et des ITSS partout au Québec.

2. Accessibilité aux traitements

Quelles mesures concrètes proposez-vous pour rendre les traitements – y compris la PrEP, la PPE et la doxy-PPE – plus accessibles aux personnes qui en ont besoin?

Réponse du PMLQ :

Les gens ne devraient pas avoir à attendre que leur état de santé se détériore ou qu'une urgence survienne avant de pouvoir obtenir les traitements dont ils ont besoin. L'accès aux médicaments essentiels ne devrait pas non plus dépendre de la capacité de payer, de la proximité d'un service approprié ou de la capacité du système de santé à disposer d'un personnel et de ressources suffisants.

Le processus politique et de prises de décisions actuelles, entre les mains de pouvoirs exécutifs étroits et pour des intérêts privés ne visent absolument pas le bien-être du peuple. Il bloque la résolution sérieuse des problèmes que vous rencontrez. C'est pourquoi le PMLQ soulève dans les élections, de même qu'avant, après cette question cruciale de renouveler le processus. Ce vieux processus nous exclut et nous réduit à être des spectateurs sollicités uniquement pour mettre un x sur un bulletin de vote. C'est honteux et une insulte. Alors ces vieux arrangements doivent être modernisés.

Il faut une nouvelle façon de faire où c'est le peuple qui décide et qui définit le programme du gouvernement avec ces mécanismes qui le rend recevable, imputable et révocable. Notre riche société doit être organisée pour se doter d'un système de santé moderne, avec du personnel, des établissements, des médicaments et du financement nécessaires pour rendre la prévention et le traitement du VIH, notamment la PrEP, la PPE et la doxy-PEP, accessibles à toutes les personnes qui en ont besoin.

3. Soutien aux organismes intervenant en réduction des méfaits

Quels sont les moyens que votre parti compte déployer pour assurer un soutien adéquat et durable, y compris financier, aux organismes qui oeuvrent en réduction des méfaits ?

Réponse du PMLQ :

La crise des surdoses est un enjeu social et de santé publique qui exige des ressources durables, des services accessibles et la participation des personnes et des organismes qui possèdent une expérience directe de cette réalité. Ces ressources doivent avoir des revenus permanents, adéquats pour ne pas à voir à chasser des fonds pour accomplir leur travail.

Les personnes qui accomplissent ce travail doivent également bénéficier de conditions de travail décentes. Les conditions dans lesquelles les travailleurs et travailleuses de la santé et du milieu communautaire sont employés ont une incidence directe sur les conditions dans lesquelles les personnes reçoivent des soins et du soutien.

Plutôt que de laisser les organismes se faire concurrence pour obtenir un financement insuffisant, la société doit fournir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins identifiés par les travailleurs et travailleuses de première ligne, les organismes communautaires et les personnes qu'ils desservent.

Le PMLQ appelle à augmenter le financement public des programmes sociaux et à fournir aux organismes communautaires des ressources stables et adéquates pour accomplir leur travail. Le

financement ne doit pas demeurer précaire ni dépendre des priorités changeantes du parti politique au pouvoir. Le PMLQ appuie les revendications et les réclamations de votre organisme et les popularisera.

4. Mesures contre les surdoses

Après avoir pris connaissance de cette position, lesquelles de ses recommandations relevant des compétences du Québec votre parti s'engage-t-il à mettre en oeuvre afin de réduire les décès et les méfaits liés à la toxicité des substances non réglementées?

Réponse du PMLQ :

Le PMLQ s'oppose à la criminalisation des individus, des organismes, des comportements par l'État. Le PMQ est en faveur d'une approche à l'égard des substances psychoactives fondée sur la santé publique, les droits et la prise en main par les personnes directement concernées, plutôt que sur la criminalisation, la répression policière et la punition.

La position adoptée par la COCQ-SIDA et TOMS va au-delà d'une simple demande de décriminalisation de la possession pour usage personnel. Elle demande l'abrogation complète de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* fédérale et des infractions connexes du Code criminel, ainsi que le remplacement de la prohibition par un cadre réglementaire qui protège la santé, la sécurité et les droits de la personne. Nous l'appuyons.

Nous sommes d'accord pour dire que la criminalisation ne rend pas l'approvisionnement en drogues plus sécuritaire. Elle crée plutôt des risques supplémentaires pour la santé, puisque la peur d'être arrêté ou de subir d'autres conséquences peut décourager les gens d'appeler le 911 lors d'une surdose et les éloigner des services de prévention, de réduction des méfaits et de soins de santé. Elle contribue également à la stigmatisation, au profilage social et racial et à la marginalisation des personnes qui consomment des drogues, tout en dirigeant des ressources vers les services policiers, les tribunaux et l'incarcération qui pourraient plutôt être consacrées aux soins de santé, à la réduction des méfaits, au logement, à la réduction de la pauvreté et à d'autres déterminants de la santé.

Le PMLQ appuie donc les recommandations de la position de la COCQ-SIDA et de TOMS, notamment l'élargissement et la protection des services de réduction des méfaits tels que les services de consommation supervisée, l'analyse des substances, la distribution de naloxone et l'accès à du matériel stérile. Tous les services de santé et les services sociaux, y compris les organismes communautaires, ont besoin d'un financement adéquat et récurrent.

Le Québec doit utiliser ses responsabilités et ses ressources en matière de santé, de services sociaux, de logement, de sécurité publique et de services communautaires pour éliminer les obstacles à la réduction des méfaits, élargir les services et soutenir les organismes qui accomplissent ce travail. Le PMLQ considère que la loi 103, *Loi visant principalement à réglementer les sites de consommation supervisée*, doit être abrogée, puisqu'il restreint les services de consommation supervisée et crée des obstacles supplémentaires à la réduction des méfaits. Tout nouveau cadre doit être élaboré avec la participation active et le leadership des personnes qui consomment des drogues et des communautés directement touchées par la prohibition, et doit accorder la priorité à la santé, à la sécurité, à la dignité, aux droits des travailleurs et travailleuses et à l'intérêt public.

L'expérience des services de consommation supervisée démontre ce qu'une approche axée sur la santé publique peut accomplir. Selon les données citées par la COCQ-SIDA et TOMS, les sites de consommation supervisée au Canada ont renversé des dizaines de milliers de surdoses sans qu'un décès par surdose confirmé ne soit survenu à l'intérieur de ces sites. Ils permettent également d'établir des liens importants avec les services de santé et les services sociaux. Ces services doivent donc être élargis et rendus permanents plutôt que d'être contraints de fonctionner au moyen d'exemptions fragiles et temporaires.

Nous appuyons également les objectifs plus larges de la position de la COCQ-SIDA et de TOMS, notamment l'amnistie et les réparations pour les communautés historiquement touchées par la criminalisation des drogues, ainsi que les mesures visant à favoriser la réintégration en emploi.

Le PMLQ rejette l'idée que la sécurité publique puisse être assurée en criminalisant les personnes qui consomment des drogues. La véritable sécurité publique signifie prévenir les décès, assurer l'accès aux soins de santé et à la réduction des méfaits, et s'attaquer à la pauvreté, au logement et aux autres conditions sociales qui ont une incidence sur la santé et le bien-être des personnes.

En fin de compte, la question est de savoir qui décide et à quoi servent les ressources de la société. Ces ressources ne devraient pas servir à maintenir un système de prohibition qui n'a pas réussi à empêcher l'existence d'un approvisionnement en drogues toxiques et mortelles. Elles devraient servir à sauver des vies et à améliorer les conditions de vie de la population. Le système politique actuel ne donne pas aux personnes directement engagées dans les soins de santé, les services communautaires et les enjeux liés à la consommation de drogues un rôle décisif dans la détermination de ces priorités. Les services essentiels sont traités comme des coûts plutôt que comme des services essentiels qui sauvent des vies et qui devraient être accessibles à toutes et à tous.

Le PMLQ s'engage donc à travailler avec le peuple, les organismes communautaires, les travailleurs et travailleuses de la santé et les personnes qui consomment des substances psychoactives afin de construire un système politique dans lequel les personnes les plus directement concernées disposent d'un pouvoir décisionnel sur les questions qui les touchent.

5. Soutien aux communautés

Quelles actions spécifiques proposez-vous pour répondre aux besoins en santé sexuelle, mentale et sociale des communautés 2ELGBTQIA+, en particulier pour les personnes trans, non binaires et bispirituelles ?

Réponse du PMLQ :

Les soins de santé sont un droit qui doit être garanti à tout le monde, sans égard à la race, au genre, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à la capacité de payer ou à d'autres caractéristiques personnelles. Les personnes doivent réellement pouvoir obtenir les soins dont elles ont besoin, au moment et à l'endroit où elles en ont besoin, dans des conditions où elles se sentent en sécurité et respectées.

Le PMLQ appelle à augmenter le financement des programmes sociaux, notamment des soins de santé, afin d'assurer des services accessibles, un personnel suffisant et des conditions de travail à la hauteur du

travail accompli. Les conditions de travail des travailleurs et travailleuses de la santé sont aussi les conditions dans lesquelles les personnes qui dépendent de ces services reçoivent leurs soins.

L'accessibilité doit être améliorée afin que les personnes n'aient pas à parcourir de longues distances pour trouver des soins appropriés, à payer pour des services qu'elles n'ont pas les moyens de se procurer ou à se sentir mal à l'aise ou en danger lorsqu'elles cherchent à obtenir des soins.

Un système de santé chroniquement en manque de personnel et aux prises avec des listes d'attente pousse les personnes à retarder leurs soins jusqu'à ce que leur situation devienne une urgence, et parfois jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Il faut augmenter les ressources, le personnel et les services afin de répondre à leurs besoins.

Cela est particulièrement important pour les personnes trans, non binaires et bispirituelles, qui peuvent faire face à des obstacles et à de la discrimination supplémentaire lorsqu'elles cherchent à obtenir des soins de santé et des services sociaux.

Le PMLQ appuie donc l'élargissement de services de santé et de services sociaux accessibles, publics et adéquatement financés afin que les personnes 2S2LGBTQIA+, notamment les personnes trans, non binaires et bispirituelles, puissent recevoir les soins appropriés en matière de santé sexuelle, mentale et physique, sans discrimination ni obstacles.

6 - Financement et reconnaissance des organismes communautaires

Comment votre parti s'engage-t-il à mieux financer la mission globale des organismes communautaires et à reconnaître formellement l'expertise des organismes pour intervenir auprès des personnes vivant avec le VIH et les communautés les plus touchées ?

Réponse du PMLQ :

Les revendications de la campagne CA\$\$\$H démontrent clairement l'ampleur du problème et concernent plus de 3 000 organismes communautaires œuvrant dans les domaines de la santé et des services sociaux au Québec. Le PMLQ appuie les revendications visant l'ajout de 1,7 milliard de dollars par année au financement de la mission globale du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), l'indexation annuelle fondée sur les coûts réels de fonctionnement du secteur communautaire et un financement équitable reposant sur des seuils minimaux communs adaptés aux différents types d'organismes.

Le manque persistant de financement a des conséquences directes : les organismes ont de la difficulté à retenir leur personnel, les conditions de travail se détériorent, il devient plus difficile de maintenir les services et les personnes qui dépendent de ces organismes se retrouvent privées du soutien dont elles ont besoin.

Les organismes communautaires doivent disposer d'un financement stable, suffisant et récurrent qui leur permet de planifier, de retenir du personnel qualifié et de répondre aux besoins de leurs communautés. Leur financement ne devrait pas être mis en péril à chaque budget ou élection.

Le PMLQ reconnaît également l'expertise et l'autonomie des organismes communautaires. Les organismes qui travaillent directement avec les personnes vivant avec le VIH et avec les communautés les plus touchées possèdent des connaissances qui ne peuvent être remplacées par la centralisation des

pouvoirs. Nous appuyons la pleine reconnaissance de cette expertise et la mise à disposition des ressources nécessaires pour permettre aux organismes d'agir en fonction de celle-ci.

La santé de la société dépend du fait que les personnes disposent des ressources, des services, du logement, de conditions de travail et du soutien social nécessaires pour vivre dans la dignité. Cela exige un changement fondamental dans la direction de l'économie, plutôt que celle de payer les riches et de permettre aux intérêts privés de déterminer comment les ressources de la société sont utilisées, nous devons donner au peuple le pouvoir de décider comment ces ressources sont dirigées vers l'intérêt public.

En conclusion

Le PMLQ félicite la COCQ-SIDA et TOMS pour leur important travail continu et pour avoir veillé à ce que ces enjeux cruciaux soient soulevés durant cette élection. Les élections sont présentées comme un moment où l'on demande aux gens de mettre de côté leurs revendications, leurs questions et leurs solutions quotidiennes pour choisir quel parti politique les représente le mieux. Pourtant, les gens n'ont eu aucun mot à dire dans la sélection des candidats ou dans l'élaboration des plateformes des partis et des candidats, et ils n'auront aucun mécanisme sérieux après l'élection pour les rendre redevables ou exiger des comptes.

Demander aux partis politiques de reconnaître ces enjeux importants et de répondre à ces questions constitue une étape importante pour faire en sorte que la population continue de faire entendre ses revendications avant, pendant et après les élections, plutôt que d'être réduite à une masse électorale que les partis cherchent à courtiser.

Les six questions ci-dessus se ramènent ultimement au même enjeu fondamental : le Québec possède les connaissances, l'expertise et les ressources matérielles nécessaires pour prévenir les maladies, réduire les décès et améliorer la qualité de vie de la population. Mais qui décide ? Au service de qui ?

Le PMLQ ne propose pas de régler ces problèmes au moyen d'une promesse électorale. Nous travaillons à bâtir une alternative politique dans laquelle la population elle-même se dote du pouvoir de déterminer les priorités de la société et de demander des comptes à ceux qui prennent les décisions. Le renouveau démocratique est une nécessité urgente.

C'est le changement nécessaire pour faire en sorte que les soins de santé, la réduction des méfaits, la prévention du VIH et des ITSS, les services communautaires et tous les autres programmes sociaux soient véritablement accessibles à tout le monde.